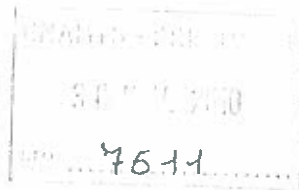




Ministère du travail, de l'emploi et de la santé
Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique
et de la réforme de l'État
Ministère des solidarités et de la cohésion sociale

pt 2-9

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE
Sous-direction de l'accès aux soins,
des prestations familiales et des
accidents du travail, Bureau 2A
Personne chargée du dossier :
Arnaud LASSERRE
☎ : 01.40.56.74.04
N° 11565/D/10



Paris, le 25 NOV 2010

Monsieur le Président,

Vous trouverez ci-joint pour avis un projet de décret relatif à la participation de l'assuré prévue à l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale.

Je vous saurais gré de bien vouloir soumettre ce projet de texte à l'examen de votre conseil afin de me faire connaître son avis dans le délai d'urgence prévu à l'article R. 200-3 du code de la sécurité sociale, le décret devant être publié au Journal officiel avant le 1^{er} janvier 2011.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur de la Sécurité Sociale

Dominique LABAULT

Monsieur Michel REGIEREAU
Président du conseil de la Caisse nationale
de l'assurance maladie des travailleurs salariés
26-50, avenue du professeur André Lemierre
75986 PARIS CEDEX 20

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, de l'emploi
et de la santé

NOR :

DECRET

Relatif à la participation de l'assuré
prévus à l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale

Publics concernés : Ensemble des assurés des régimes obligatoires d'assurance maladie

Objet : Ce décret relève les fourchettes à l'intérieur desquelles l'UNCAM doit fixer les taux de participation de l'assuré, actuellement prévus pour les médicaments à service médical modéré et les médicaments homéopathiques (le taux actuel étant de 65%) et les dispositifs médicaux (le taux actuel étant de 35%) respectivement visés au 6°, 7°, et 8° de l'article R. 322-1 du code de la sécurité sociale. Il prévoit, dans l'hypothèse où l'UNCAM ne procéderait pas à la fixation de ces taux à l'intérieur de ces nouvelles fourchettes dans un délai de deux mois, que les taux minima prévus par ces fourchettes s'appliqueraient par défaut. En outre, il modifie la procédure d'application par l'UNCAM des nouveaux taux aux médicaments concernés.

Entrée en vigueur : 1^{er} janvier 2011.

Notice : Le relèvement des fourchettes de taux doit permettre à l'UNCAM d'augmenter le taux de participation des assurés sur les médicaments à service médical rendu modéré, les médicaments homéopathiques et les dispositifs médicaux. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011.

Références : Le code de la sécurité sociale modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la santé,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 322-2, R. 163-13 et R. 322-1 ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés en date du ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du ;

Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

DECRETE

Article 1^{er}

L'article R. 163-13 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° - Un « I - » est inséré au début du premier alinéa ;

2° - Au deuxième alinéa, le mot : « informe » est remplacé par les mots : « notifie à », les mots : « de son intention » sont remplacés par les mots : « son intention » et les mots : « lorsque cette modification résulte d'un changement dans l'appréciation du niveau de service médical rendu par le produit » sont ajoutés à la fin de la première phrase dudit alinéa ;

3° - Après le 3^{ème} alinéa, il est ajouté un « II » ainsi rédigé :

« II - Lorsque, en application de l'article R. 322-1, un nouveau taux de participation de l'assuré aux frais d'acquisition d'un médicament a été fixé, les décisions du directeur général de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie appliquant effectivement ce taux aux médicaments concernés ne peuvent prendre effet avant l'expiration d'un délai d'un mois suivant la date d'entrée en vigueur de ce taux. »

Article 2

L'article R. 322-1 de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° - Au 6°, les mots « De 60 à 70% » sont remplacés par les mots « De 70 à 75% ».

2° - Au 7°, les mots « De 60 à 70% » sont remplacés par les mots « De 70 à 75% ».

3° - Au 8°, les mots « De 30 à 40 % » sont remplacés par les mots « De 40 à 50% ».

Article 3

Si, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent décret, le conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie n'a pas fixé le taux de la participation de l'assuré dans les limites prévues à l'article 2 du présent décret, le taux applicable est égal à la limite minimale. Les décisions du directeur général de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie appliquant effectivement ce taux aux médicaments concernés ne peuvent prendre effet avant l'expiration d'un délai d'un mois suivant la date d'entrée en vigueur de ce taux.

Article 4

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre :

François FILLON

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé

Xavier BERTRAND

Rapport au Premier ministre

En application de l'article R. 322-1 (6° et 7°) du code de la sécurité sociale, la participation de l'assuré est de 65% pour les médicaments à service médical modéré et les spécialités homéopathiques. En application du 8° de ce même article, elle est de 35% pour les dispositifs médicaux.

Afin de réduire le taux de prise en charge de ces produits de santé par l'assurance maladie, le présent texte relève les fourchettes de taux à l'intérieur desquelles l'UNCAM devra fixer les nouveaux taux de participation.

Ce texte prévoit toutefois que dans l'hypothèse où l'UNCAM ne procéderait pas à la fixation des taux de participation à l'intérieur de ces nouvelles fourchettes dans un délai de deux mois, les taux minima prévus par ces fourchettes s'appliqueraient par défaut.

Enfin, le texte procède à un aménagement de la procédure contradictoire préalable à l'application par le directeur général de l'UNCAM des nouveaux taux aux médicaments concernés. Il prévoit ainsi que l'entreprise ne pourra être auditionnée et faire part de ses observations à la commission de la transparence que dans le cas où la modification du taux de participation résulte d'un changement de classification du service médical rendu par le médicament. Dans les autres cas, le texte prévoit uniquement un délai d'un mois entre la date d'entrée en vigueur des nouveaux taux et la décision du directeur général de l'UNCAM d'appliquer effectivement ces taux aux médicaments concernés.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.